

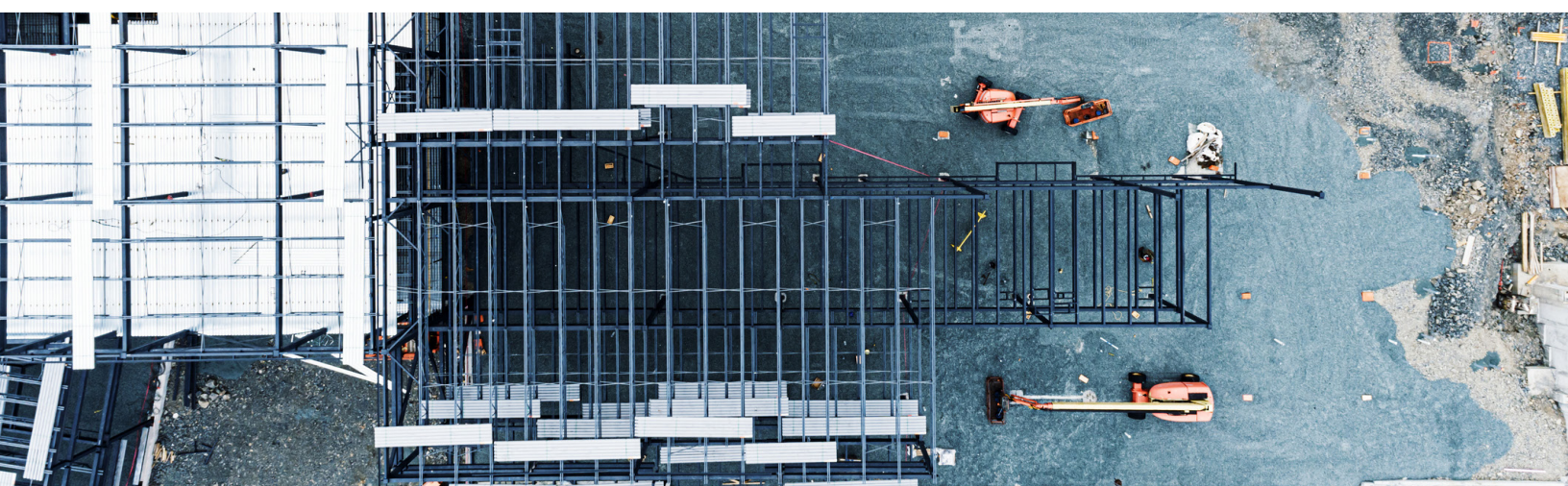
Perspectives mondiales en matière de défense : une occasion unique de participer à un renforcement de la défense pour les générations futures

Février 2026

Nick With-Seidelin, CFA | Gestionnaire adjoint de portefeuille | Gestion d'actifs CIBC

Jeremy Kinney | Directeur, Recherche sur le crédit | Gestion d'actifs CIBC

Natalie Taylor, CFA | Gestionnaire de portefeuille principale | Gestion d'actifs CIBC

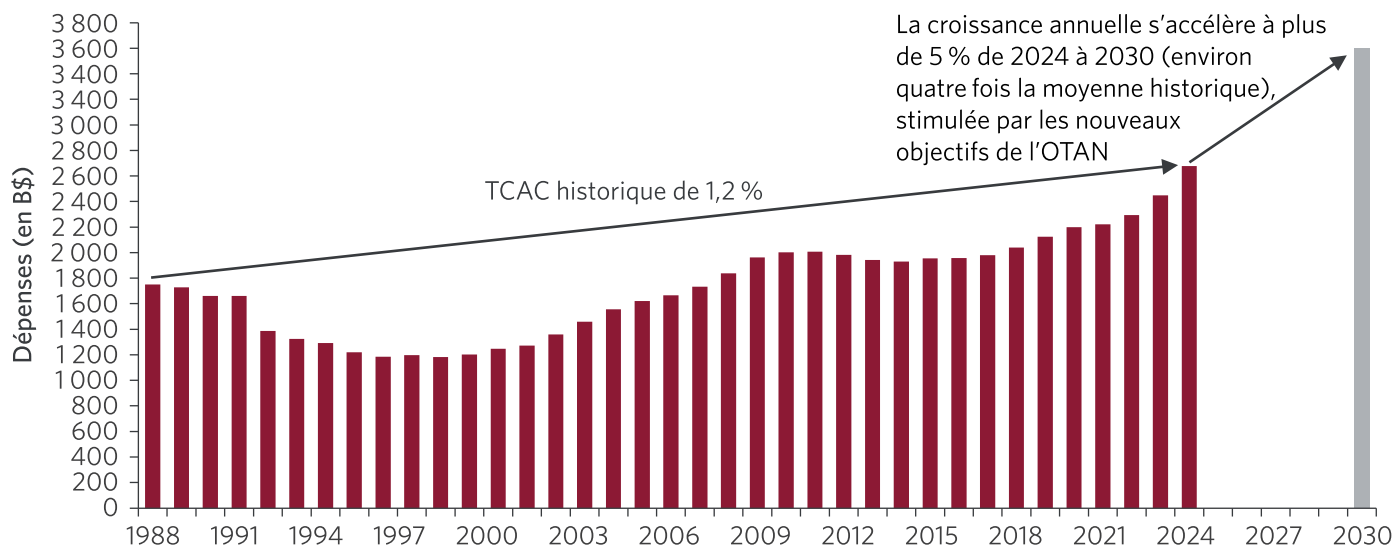


Principaux points à retenir

- Le monde entre dans l'une des périodes les plus importantes de l'histoire moderne en matière de dépenses en défense
- Le Canada, l'Europe, les États-Unis et le Japon représentent tous des occasions à divers degrés
- Le potentiel de paix à court terme entre la Russie et l'Ukraine ne ralentira pas le rythme de ces dépenses
- L'espace constitue probablement un thème récurrent dans le monde des placements alors que les armées cherchent à se moderniser et à se défendre contre de nouvelles menaces

Après bientôt 4 ans de tensions géopolitiques accrues qui ne semblent pas être sur le point de s'apaiser, l'engagement récent des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à augmenter ses dépenses en défense (avec des dépenses supplémentaires prévues de plus de 300 milliards de dollars américains, qui sont purement liées à la défense et non motivées par l'infrastructure) est le facteur clé qui sous-tend notre point de vue selon lequel la défense à l'échelle mondiale représente l'un des thèmes les plus convaincants en matière de placement pour 2026 et au-delà.

Perspectives mondiales des dépenses en défense



À titre indicatif seulement.

Source: Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), « Our World in Data » (en anglais seulement). À la fin de l'année 2025.

Principaux marchés mondiaux

Canada – Une revitalisation de la défense nationale : L'engagement de Mark Carney à dépenser 5 % du PIB en défense (et en infrastructures connexes) d'ici 2035 constituera probablement l'un des renforcements de la défense les plus importants de l'histoire moderne du Canada. De plus, le *rythme* des dépenses sera considérablement accéléré. En 2024, le gouvernement Trudeau a publié le mandat de défense « Notre Nord, fort et libre », prévoyant des dépenses totales d'environ 81 milliards de dollars sur une période de 20 ans. Cela se compare aux 81 milliards de dollars sur seulement 5 ans du budget de 2025.

Les données ci-dessous aident à contextualiser les changements sur le plan des dépenses en défense :

- Le niveau de dépenses de 5 % se comparerait à seulement 1,4 % en 2024 (et un plancher de 1 % en 2015)
- La dernière fois que le gouvernement canadien a consacré 5 % de son PIB à la défense remonte à la fin des années 1950
- Le Canada n'a pas consacré 2 % de son PIB à la défense depuis 1990
- Le budget de la défense prévu pour l'exercice 2025 représentera la plus forte augmentation annuelle depuis 1952

Compte tenu de l'ampleur et du rythme des augmentations des dépenses liées à la défense, nous considérons que le Canada offre un certain nombre d'occasions de grande qualité dont les investisseurs peuvent tirer profit. Le fait que 82 % de l'ensemble des activités aérospatiales et de défense soient exportées à l'échelle mondiale (**le taux le plus élevé au monde**) est une source clé de croissance potentielle, car une partie des activités de fabrication, de recherche et de développement peut être relocalisée. Nous voyons également un potentiel pour des accords de transfert de technologie entre le Canada et d'autres pays (en particulier les États-Unis compte tenu des négociations à venir sur l'Accord Canada-États-Unis-Mexique [USMCA]), tout comme la collaboration supposée entre Bombardier et Saab pour la fabrication et la mise au point de chasseurs à réaction Gripen. Des accords de cette nature permettraient au Canada de participer à des projets que le pays n'a pas actuellement la capacité de réaliser de façon indépendante et d'en tirer des avantages économiques. Nous croyons également que pour tout accord d'achat avec des entreprises étrangères, Mark Carney veillera à obtenir un niveau minimal d'investissement au Canada afin de garantir la création d'emplois et une accélération du développement de l'industrie de la défense canadienne. Nous remarquons également que la situation budgétaire du Canada (avec un déficit d'environ 4 % du PIB) se situe dans le bas de la fourchette de l'ensemble des économies mentionnées dans le présent rapport, ce qui se traduit par une marge de manœuvre budgétaire plus accommodante.

La modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), la surveillance de l'Arctique, les sous-marins, la construction navale, la simulation de vol et la formation des pilotes, les aéronefs de défense, la fabrication de satellites et les activités liées à l'espace sont des domaines clés dont les investisseurs peuvent tirer parti. Parmi les entreprises que nous considérons bien positionnées, citons CAE Inc., Bombardier et MDA Space.

États-Unis – Trump donne, Trump reprend : Bien que les États-Unis représentent une occasion de croissance considérable, nous considérons que son contexte de la défense est l'un des plus complexes et imprévisibles. Par rapport aux autres marchés étudiés, nous estimons que les États-Unis sont le plus avancé de tous, avec la marge de manœuvre budgétaire la plus limitée (le déficit devrait demeurer près de 8 % du PIB). Les annonces récentes du président Trump ont eu un effet de balancier sur les principaux acteurs de la défense américaine, les restrictions potentielles sur l'allocation des capitaux faisant baisser les cours boursiers, avant qu'un budget proposé de 1,5 billion de dollars américains pour l'exercice 2027 (soit environ 5 % du PIB et une augmentation de 50 % par rapport aux niveaux actuels) ne provoque une forte reprise. Compte tenu de l'ampleur et de la capacité de l'industrie de la défense américaine, nous pensons que les entreprises nationales bénéficieront des contraintes de capacité au Canada et au Japon et, dans une moindre mesure, en Europe. Enfin, l'importance stratégique du Groenland (et l'hyperfocalisation du président Trump sur ce territoire) entraînera probablement des investissements supplémentaires dans la défense et les infrastructures. La position géographique du Groenland offre des capacités essentielles de repérage et d'interception pour les sous-marins, les missiles et d'autres menaces susceptibles d'émaner de la Russie. Par conséquent, nous croyons que des ports pour sous-marins, des systèmes de défense antimissile, des technologies de surveillance et d'imagerie améliorées et des installations pour le personnel seront nécessaires.

Malgré cela, nous considérons tout décret restreignant les décisions d'allocation de capital comme une source d'incertitude supplémentaire pour les actions américaines du secteur de la défense (non limitées aux grandes entreprises déjà établies). La pression en faveur d'un investissement obligatoire dans la capacité de production limitera probablement la croissance des liquidités disponibles, et les limitations sur les rachats nuiraient au potentiel de croissance des bénéfices. La nature généralement imprévisible de Trump, sa volonté de cibler des entreprises spécifiques et ses relations existantes avec des acteurs privés du secteur de la défense nous incitent à la prudence quant au potentiel de réussite en matière de sélection de titres sur le marché américain de la défense. Nous pensons également que les plateformes de défense de nouvelle génération telles qu'Anduril, SpaceX et Palantir (dont deux sur trois sont privées) sont susceptibles d'être perçues comme plus avancées technologiquement, capables de faire plus avec moins et mieux placées pour une livraison rapide. Pour ces raisons, nous pensons qu'une partie des contrats supplémentaires sera probablement attribuée à des entreprises privées, ce qui pourrait limiter les gains potentiels des grandes entreprises établies comme Lockheed Martin, RTX Corporation et Northrop Grumman.

Europe – Moins un choix qu'une nécessité : Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a fondamentalement modifié la perception des menaces en Europe. La proximité géographique avec la Russie, et surtout avec l'Ukraine, a de fait redéfini les dépenses de défense dans de nombreuses grandes économies européennes, les présentant davantage comme une nécessité pour la résilience nationale que comme un élément discrétionnaire de la politique étrangère. Une préparation accrue est désormais considérée comme une exigence structurelle et non cyclique afin de minimiser la probabilité de conflits futurs et de dissuader les agresseurs potentiels.

Bien que l'Europe de l'Est et les pays baltes soient les plus exposés, nous considérons l'Allemagne et la France comme des économies d'Europe occidentale importantes qui représenteront une part importante des dépenses totales.

Allemagne : Premier pays européen à consacrer plus de 25 % de ses dépenses totales à la défense. Un investissement total de 649 milliards d'euros est prévu au cours des 5 prochaines années, soit plus du *double* du taux précédent du pays. Un financement supplémentaire de 350 milliards d'euros a récemment été annoncé, permettant d'atteindre un objectif de dépenses militaires de base de 3,5 % d'ici 2029. En mars 2025, l'Allemagne a modifié son « frein à la dette » constitutionnel, permettant au gouvernement de créer un fonds hors budget destiné exclusivement à financer l'augmentation des dépenses de défense. Rheinmetall, Hensoldt et RENK Group sont cités comme des acteurs clés.

France : Le budget annuel de la défense, initialement prévu jusqu'en 2030, a été récemment avancé à 64 milliards d'euros jusqu'en 2027. Si des interrogations subsistent quant au financement de cette hausse des dépenses, le pays bénéficie d'un environnement aérospatial particulièrement dynamique, avec des acteurs majeurs comme Airbus, Dassault et Thales.

Compte tenu des récentes tensions commerciales entre l'administration Trump et l'Union européenne, nous pensons que le pourcentage des activités de défense alloué aux entreprises américaines diminuera au fil du temps, au profit des plateformes européennes nationales.

Bien qu'un éventuel accord de paix entre la Russie et l'Ukraine soit susceptible d'entraîner des risques médiatiques à court terme, nous pensons que les perspectives à long terme des dépenses de défense européennes restent solides et stables. Une restriction potentielle de l'adhésion à l'OTAN, un plafonnement de la taille de l'armée ukrainienne et la possibilité de concessions territoriales ukrainiennes suppriment un important facteur de protection entre la Russie (et son allié, le Bélarus) et le reste de l'Europe. Nous pensons également que la présence de troupes de l'OTAN en Ukraine constituera un point de désaccord majeur pour la Russie lors des négociations. Enfin, les multiples violations de l'espace aérien (notamment vers la Pologne, la Suède, la Roumanie et la Lettonie) commises par la Russie ont démontré la volonté de Poutine de repousser à plusieurs reprises les limites avec les autres pays européens, ce qui souligne la nécessité d'un renforcement et d'une préparation militaires.

Un exemple clé de préparation est le stock de munitions. La norme actuelle de l'OTAN en matière de stock de munitions (minimum) est une réserve pour 30 jours. Cela se compare au niveau des stocks actuels en Europe de **2 à 3 jours**. Même si la guerre en Ukraine prenait fin dès demain (supprimant ainsi le plus grand consommateur de munitions), on estime qu'il faudrait **13 ans** (principalement en raison de pénuries d'intrants) pour atteindre la norme de 30 jours. Des discussions sont également en cours pour augmenter la norme à 60-90 jours, ce qui rendrait encore plus nécessaire des investissements supplémentaires et, à terme, une indépendance vis-à-vis des États-Unis. Nous considérons la société Rheinmetall comme étant bien positionnée pour répondre à la demande de munitions.

Enfin, nous signalons l'assouplissement des restrictions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) tout au long de 2025 par l'Union européenne, qui permet désormais aux entreprises de défense de se qualifier pour les indices de référence ESG, ouvrant potentiellement la voie à d'importants flux de capitaux vers les actions axées sur la défense.

Japon – Les menaces extérieures imposent une approche indépendante en matière de défense : Tout comme l'Europe, le Japon est confronté à son environnement de sécurité nationale le plus grave et le plus complexe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Bien que le Japon ne soit pas actuellement membre de l'OTAN, le gouvernement du pays a déjà approuvé de nombreuses augmentations budgétaires pour soutenir les dépenses liées à la défense. Alors que les dépenses de défense du Japon ont toujours été limitées à 1 % du PIB, le Programme de renforcement de la défense (annoncé en 2022) prévoyait de doubler ce chiffre pour le porter à 2 % d'ici 2027 (ce qui implique 43 billions de yens de dépenses totales). Ce calendrier a depuis été accéléré à l'exercice 2026, principalement en raison de l'élection de la première ministre Sanae Takaichi, qui est considérée comme extrêmement favorable à l'expansion du budget de la défense. La première ministre a également signalé sa volonté de porter le budget *au-delà* de 2 % du PIB au fil du temps. Trump a également maintenu sa position selon laquelle le Japon devrait dépenser 3,0 à 3,5 % de son PIB en défense afin de réduire sa dépendance à l'égard du soutien militaire américain. Le Japon a récemment commencé à déployer des batteries de missiles, des tours radar et d'autres installations de combat sur l'archipel des Ryūkyū, situé près de Taïwan, ce qui va probablement créer des tensions supplémentaires dans les relations du pays avec la Chine.

Malgré les diverses menaces auxquelles le Japon est exposé (agression de la Chine envers Taïwan, la Russie, la Corée du Nord), nous constatons que l'environnement budgétaire a le potentiel de limiter la croissance. Les finances du Japon dépendent fortement de la dette et il est peu probable que certaines dépenses (par exemple, la sécurité sociale étant donné le vieillissement rapide de la population) se modèrent.

Obstacles potentiels à la croissance

Nous devons reconnaître que ces hausses prévues des dépenses en défense en Europe et dans les pays alliés pourraient ne pas se concrétiser entièrement comme prévu, notamment compte tenu des contraintes budgétaires. De nombreux gouvernements sont confrontés à des niveaux d'endettement élevés, à une hausse du fardeau des intérêts, au vieillissement de la population et à des demandes concurrentes de dépenses sociales, autant de facteurs qui limitent la marge de manœuvre budgétaire. Le financement de dépenses en défense plus élevées par un endettement supplémentaire pourrait accentuer les préoccupations liées à la soutenabilité de la dette et exposer les pays à des pressions de financement, tandis que le financement au moyen d'une hausse des impôts ou de compressions des dépenses serait probablement difficile politiquement et peu souhaitable sur le plan économique.

L'Union européenne (UE) a pris des mesures pour atténuer ces défis au moyen de plusieurs initiatives, comme la Security Action for Europe (SAFE), qui permet aux pays de l'UE d'emprunter à des taux concurrentiels, ainsi que l'assouplissement des règles budgétaires de l'UE au moyen de la clause dérogatoire nationale, qui autorise les États membres à augmenter les dépenses en défense sans contrevenir aux règles budgétaires. Par ailleurs, des pays comme l'Allemagne ont mis en place des mécanismes permettant d'accroître les dépenses en défense sans enfreindre les règles budgétaires. Même si nous croyons que l'engagement à augmenter les dépenses en défense vers l'objectif de 5 % du PIB est élevé et que la trajectoire est clairement orientée vers des niveaux de dépenses supérieurs, nous adoptons une approche équilibrée et reconnaissons que des contraintes budgétaires pourraient influencer sur le calendrier et le niveau final des dépenses.

Projets et domaines d'intérêt notables

L'espace : Compte tenu de l'évolution significative vers l'utilisation d'équipements sans pilote (par exemple, les drones et les missiles), l'espace est désormais considéré comme indissociable des guerres futures et devrait constituer un thème d'investissement central. Au-delà de leur utilisation directe dans les conflits, les satellites constituent également un élément d'infrastructure essentiel pour les réseaux de communication non traditionnels. Pas moins de **70 000 satellites** (en anglais seulement) en orbite basse (satellites LEO) devraient être lancés au cours des cinq prochaines années, propulsant le marché des satellites à une valeur estimée à 108 milliards de dollars américains d'ici 2035 (croissance annualisée d'environ 22 %). Les cas d'utilisation axés sur la défense pour les satellites LEO comprennent la surveillance (en particulier dans les régions arctiques), l'imagerie avancée, les réseaux de communication sécurisés et la surveillance des frontières et des actifs maritimes et d'infrastructure critiques.

Le Dôme d'or représente-t-il une occasion en or? Le projet Dôme d'or est un réseau de défense antimissile à plusieurs niveaux intégrant des éléments terrestres, aériens, maritimes et spatiaux. Bien que le coût, l'ampleur et la faisabilité ultime du projet restent flous, l'estimation initiale des coûts du président Trump s'élève à 175 milliards de dollars américains et son achèvement est prévu d'ici la fin de son mandat en 2029. Les experts en défense suggèrent que les deux objectifs sont irréalistes, une estimation indépendante du Congressional Budget Office fixant le coût total à plus de 3,5 billions de dollars américains. Même si le projet a le *potentiel* d'être une source de croissance à long terme, la visibilité finale à ce stade est très faible. Le président Trump a également mentionné directement la participation potentielle du Canada, demandant un investissement de 61 milliards de dollars américains. Bien qu'il soit beaucoup trop tôt pour déterminer la contribution finale du Canada, nous désignons MDA Space comme bénéficiaire en cas de formation d'un partenariat.

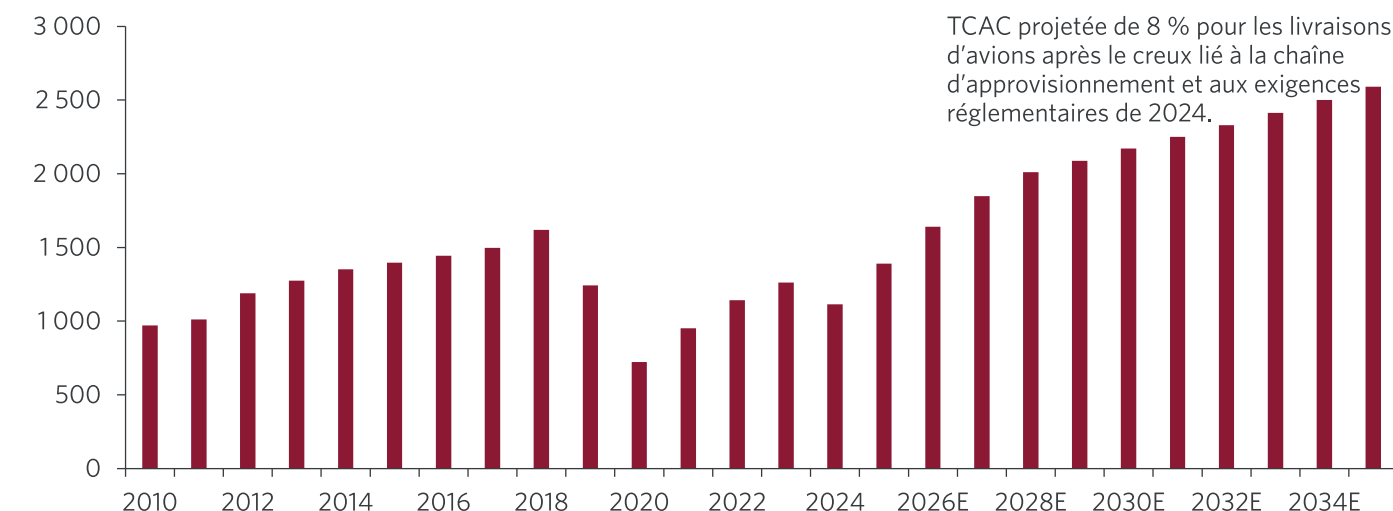
Projection de force et chasseurs à réaction : Les pays européens devront accroître leurs capacités de projection de force à mesure que les États-Unis se concentreront sur la région indopacifique. Les plateformes qui soutiennent la projection de force, comme les bombardiers, les transports et les avions-citernes deviendront essentielles pour renforcer et étendre la portée de l'Europe. Actuellement, l'Europe est à la traîne par rapport aux États-Unis, à la Russie et à la Chine en matière de capacités de projection de force, ce qui devrait stimuler la demande croissante pour ces plateformes. De même, l'Europe a également un écart dans le domaine des chasseurs à réaction avec la Russie et les États-Unis. Des investissements importants seront nécessaires pour moderniser et agrandir la flotte. Ensemble, l'augmentation des dépenses consacrées à la projection de la force et aux chasseurs à réaction devrait devenir un puissant moteur de croissance dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, de la production de moteurs et de munitions à la formation des pilotes.

Investissement naval : Dans toutes les régions mentionnées dans ce rapport, l'investissement naval est l'une des composantes les plus structurellement durables de l'investissement en défense. Alors que l'expansion et la modernisation de la flotte sont des éléments clés des dépenses, les ISR (ou RSR, renseignement, surveillance et reconnaissance), qui soutiennent le contrôle maritime, la défense antimissile intérieure et la protection des infrastructures maritimes critiques, deviendront probablement un moteur de croissance clé.

Entreprises bien positionnées :

CAE Inc: Compte tenu de la position de CAE en tant que leader mondial des services de simulation et de formation au vol et du fait qu'environ 46 % de ses revenus proviennent de l'industrie de la défense, nous considérons que la société est bien placée pour bénéficier à long terme des vents favorables des dépenses de défense. Nos recherches suggèrent que si CAE capte seulement 50 à 100 points de base des dépenses de défense supplémentaires mondiales, cela pourrait entraîner une croissance de 40 à 50 % de ses activités de défense. Nous pensons également qu'une nouvelle équipe de direction mettant davantage l'accent sur l'efficacité opérationnelle et l'optimisation des actifs augmentera les taux d'utilisation et améliorera les marges d'exploitation civiles et de défense à long terme. La croissance des livraisons d'avions commerciaux et la reprise de l'embauche de pilotes devraient également soutenir les ventes de simulateurs et la demande de formation des pilotes.

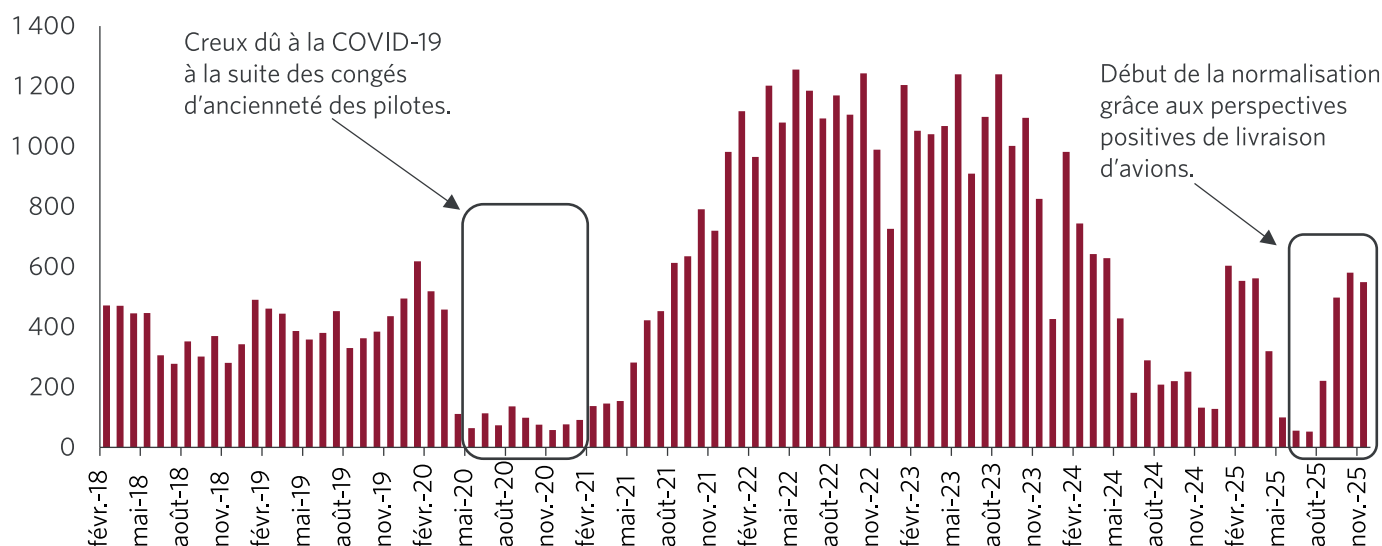
Perspectives de livraison d'avions commerciaux



À titre indicatif seulement.

Source: Combinaison d'estimations du côté des vendeurs de courtiers canadiens et américains. En date de décembre 2025

Tendances mensuelles de l'embauche de pilotes



Source: Future & Active Pilots Alliance (FAPA) (en anglais seulement). En date de novembre 2025.

Bombardier: Depuis 2021, Bombardier a subi une transformation importante, passant d'une entreprise de transport diversifiée et en difficulté à une plateforme aéronautique pure. En conséquence, le BAIIA ajusté a augmenté à un TCAC d'environ 52 %, les marges ont augmenté de plus de 1 400 points de base, la génération de FTD s'est considérablement améliorée et l'endettement a diminué d'un sommet tournant autour d'un multiple de 42 à une fourchette saine de multiples de 2,0 à 2,5. L'expansion du segment des services de l'entreprise et la croissance continue de sa plateforme de défense continueront de soutenir des marges plus élevées à long terme. La position de leader de l'entreprise dans le domaine des avions d'alerte lointaine axés sur la défense et l'interchangeabilité entre les avions d'affaires et de défense confèrent à Bombardier une flexibilité de fabrication rare et très précieuse.

MDA Space: En tant qu'acteur clé du secteur de la fabrication de satellites avec un produit à la pointe du marché, nous pensons que la société MDA Space est bien placée pour bénéficier d'une transition à long terme vers l'utilisation et l'adoption des satellites par les entreprises et les clients du secteur de la défense. Bien que les risques idiosyncrasiques liés à l'incertitude contractuelle demeurent un excédent sur le titre, nous croyons que le niveau de demande pour les réseaux de surveillance, de contrôle et de communication soutiendra les activités de MDA à long terme. En outre, des marges saines et stables, un bilan solide et des capacités technologiques et de qualité de produit de premier ordre sont des facteurs sous-estimés au sein de MDA Space. Nous notons également le récent investissement de MDA dans Maritime Launch, qui fournit à l'entreprise un accès essentiel à des services de lancement et améliore la proposition de valeur totale pour les clients des satellites.

Occasions supplémentaires :

En plus des entreprises mentionnées ci-dessus, nous considérerons également BRP Inc. et les firmes canadiennes de génie-conseil comme des bénéficiaires potentiels des dépenses liées à la défense, bien que dans une moindre mesure. BRP bénéficie d'une occasion sous-estimée de fournir de l'équipement spécialisé et adapté aux Forces armées canadiennes, notamment des motoneiges pour les opérations dans l'Arctique. Nous notons également la capacité de BRP à fabriquer des moteurs de drones, que nous considérons comme un secteur clé de croissance à mesure que les armées continuent de privilégier les opérations sans pilote. Du côté des firmes de génie-conseil, nous croyons qu'une participation accrue d'AtkinsRéalis, de Stantec et de WSP Global favorisera une croissance supplémentaire. Les projets couvrant l'optimisation des chantiers navals, la construction de ports maritimes et de cales sèches, ainsi que la revitalisation de bases militaires dans diverses régions représentent des occasions pour ces firmes.

Conclusion

Le secteur mondial de la défense est à l'avant-garde d'une occasion d'investissement historique stimulée par la montée des tensions géopolitiques et un changement structurel dans l'accent mis sur la sécurité nationale en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les objectifs renouvelés de l'OTAN et les divers engagements pluriannuels de certaines des plus grandes économies du monde entraîneront un niveau d'investissement qui dépasse de loin les normes historiques. L'un des facteurs les plus importants est la portée de l'occasion présentée. Alors que l'espace continue d'émerger comme un secteur critique, nous nous attendons à ce que les investissements s'étendent bien au-delà de l'équipement militaire traditionnel. L'accent mis sur les actifs sans pilote représentera également un thème central. En conclusion, la défense demeure l'un des thèmes d'investissement les plus critiques et les plus résilients pour 2026 et au-delà. Les vents favorables structurels et les engagements de dépenses sur plusieurs décennies en font un domaine attrayant pour les investisseurs.

En ce qui concerne les stratégies fondamentales d'actions et de crédit à rendement élevé, Gestion d'actifs CIBC est bien placée pour participer aux principaux thèmes d'investissement mentionnés ci-dessus, aidant les clients en quête de croissance, de revenu, de stabilité et de diversification de portefeuille à long terme.



À propos de gestion d'actifs CIBC

Gestion d'actifs CIBC croit fermement que chaque solution de placement personnalisée nécessite recherche et rigueur. Nous sommes spécialisés dans diverses solutions de placement, comme les actions, les titres à revenu fixe, la gestion des devises, l'investissement guidé par le passif, la répartition de l'actif et les placements responsables.

Dans toute notre gamme de solutions de placement, nous nous engageons à conduire des recherches robustes. Les analystes des secteurs et des régions spécialisés se concentrent sur la recherche sur les industries et la génération d'idées relatives à des titres en particulier. Nos professionnels en placements s'appuient sur une expertise vaste et diversifiée et partagent les résultats de recherches exclusives entre nos équipes spécialisées dans les différentes catégories d'actif. Communiquer l'information aux différentes équipes nous permet de maximiser les occasions d'ajouter de la valeur aux portefeuilles de nos clients.

Communiquez avec nous en tout temps.

Pour en savoir plus sur Gestion d'actifs CIBC et nos solutions de placement, veuillez communiquer avec votre conseiller ou votre représentant CIBC. Pour en savoir plus, suivez-nous sur [LinkedIn](#).

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de Gestion d'actifs CIBC inc. en date du février 2026, à moins d'indication contraire, et peuvent changer en tout temps. Gestion d'actifs CIBC inc. ou CIBC n'assume aucune obligation ni responsabilité quant à la mise à jour de ces opinions.

Ce document vise à donner des renseignements généraux et ne constitue aucunement des conseils financiers, fiscaux, juridiques, comptables ou de placement. Il ne doit être considéré ni comme des prévisions sur le rendement futur des marchés ni comme une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle de chacun et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent document doit d'abord consulter son conseiller. Le présent document et son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit de Gestion d'actifs CIBC inc. ou CIBC. Le rendement passé peut ne pas se reproduire et n'est pas garant du rendement futur.

Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou qui y font référence, ou qui comprennent des termes comme « s'attendre à », « prévoir », « compter », « planifier », « croire », « estimer » ou d'autres termes similaires. De plus, tous les énoncés qui peuvent être faits concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives et les éventuelles mesures futures prises par le fonds sont aussi des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sont pas garants du rendement futur. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats et les réalisations réels du fonds diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique, la conjoncture des marchés et des entreprises en général, les fluctuations des prix des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, les changements dans la réglementation gouvernementale et les événements catastrophiques.

La liste ci-dessus des facteurs importants qui peuvent influencer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Avant de prendre des décisions de placement, nous vous invitons à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres. Gestion d'actifs CIBC inc. ne s'engage pas, et décline expressément toute obligation, à mettre à jour ou à réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.

^{MD} Le logo CIBC et « Gestion d'actifs CIBC » sont des marques déposées de commerce de la Banque CIBC, utilisées sous licence.